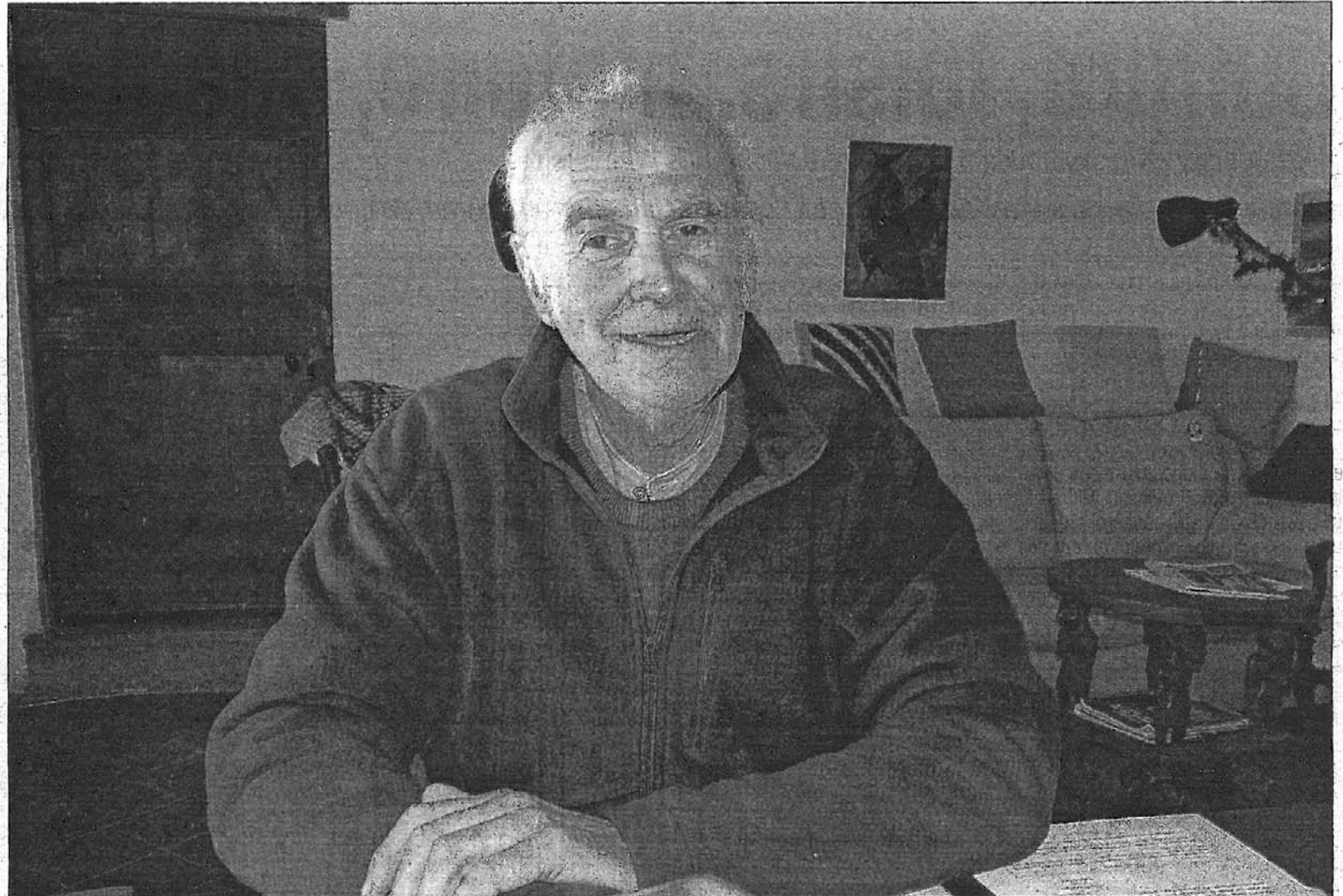


► Projet de forages en sud Ardèche

Dossier réalisé par
Hervé BARRUHET

cette semaine à la
UNE

En mars dernier, le gouvernement a signé avec les entreprises Total, EDF-Suez et Schuep-Bach Energé un permis de prospection des hydrocarbures et du gaz pour le sud de la France. Le sud Ardèche est largement concerné par le volet dit de Villeneuve de Berg, qui concerne une bande de terrain allant de Privas aux Vans. L'association Vigi-nature dénonce un projet catastrophique pour notre environnement.



Michel Mariton ne veut pas voir le Sud Ardèche devenir un vrai gruyère.

À u milieu des années 80, l'association Vigi-nature s'était fait connaître une première fois pour son combat contre un projet de ligne haute tension. Dernièrement, l'association présidée à l'époque par Bernard Chevillat (directeur de Melvita), s'était opposée avec succès au projet de décharge à Rochecolombe. Désormais, présidée par Michel Mariton, la voici qui reprend les armes, cette fois contre une partie du projet de forages dans le Sud Est de la France.

En mars dernier, le ministère de l'environnement signait avec plusieurs entreprises un accord afin de permettre à ces dernières de rechercher des hydrocarbures ou du gaz dans le Sud Est du pays. Une partie de cet accord concerne une bande de terrain allant de Privas aux Vans.

De l'eau dans le gaz...

On sait en effet que notre sous-sol regorge de schistes, roches connues pour leur capacité à retenir le gaz. Dans les années 60, une campagne de forage avait permis de découvrir leur existence sauf qu'à l'époque, on ne savait pas les extraire.

Une vraie catastrophe

Selon l'association, cette nouvelle campagne de forages, cette fois pour l'exploitation, pourrait être une vraie catastrophe pour l'environnement. Sans entrer dans le détail, di-

sons que trois points posent problème selon Michel Mariton. Le premier est l'eau et les produits chimiques qui seront introduits pour la fracturation des roches. Nuisibles pour l'environnement, ils pourraient se retrouver dans les nappes phréatiques. Le second point réside dans le nombre de forages. Il ne s'agit pas juste d'un ou deux forages mais probablement de plusieurs centaines. Notre territoire va devenir par endroits un véritable gruyère affirme-t-il. Il faudra donc créer des routes et chemin pour, et c'est là le troisième problème, permettre des centaines voir des milliers de passages de camions qui achemineront l'eau, les produits ou tout simplement le matériel nécessaire.

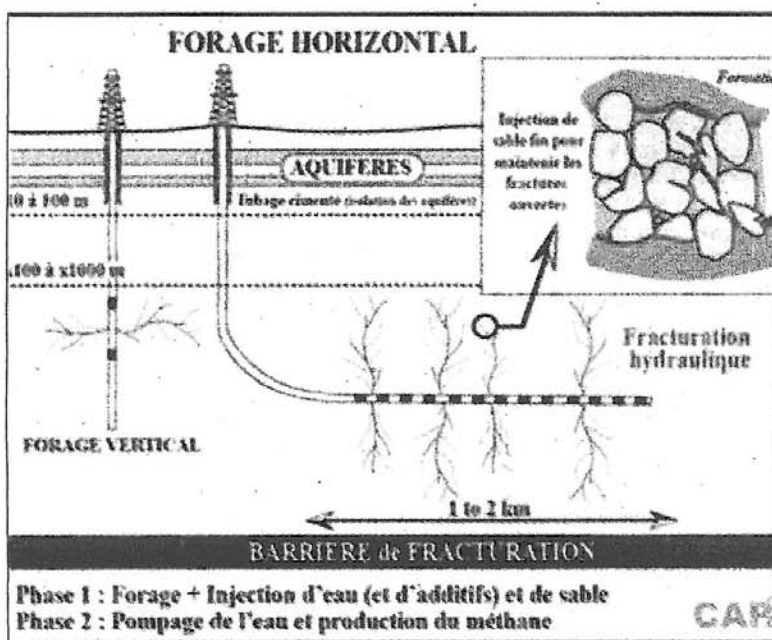
Dans ce but, l'association demande donc l'accès à tous les documents «confidentiels», une évaluation indépen-

dante des impacts et une information des populations. Vigi-nature veut aussi participer à l'enquête publique.

► L'appel de vigi-nature

Face à l'importance des enjeux environnementaux, face à l'impuissance des décideurs, face à l'absence totale de concertation, l'association souhaite la mobilisation de tous les citoyens. Vigi-nature appelle toutes les associations et toutes les organisations à se fédérer tant sur un plan local que régional afin de faire obstacle à ce projet. «Notre pays n'est pas une simple abstraction sur une carte, ni même l'enjeu de quelques points en bourse. Il est notre terre, là où nous vivons et personne n'a le droit de la vendre sans nous».

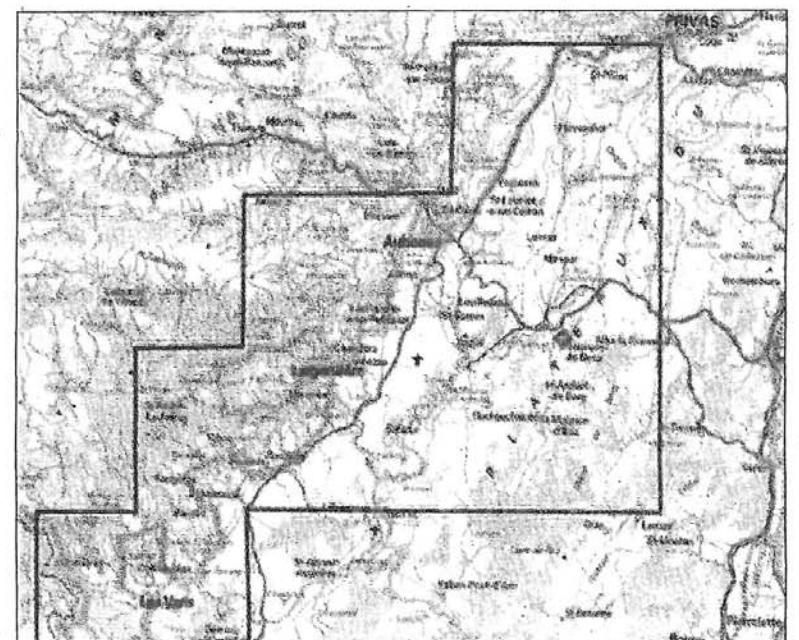
Renseignements : www.vigi-nature.org



Les différentes méthodes de forage.

► Les gaz de schistes

Contenus dans des réservoirs poreux et imperméables, ils nécessitent un forage vertical puis horizontal pour une couche située dans des profondeurs de 2300 à 3000 mètres sous la surface. Lors du processus, 10 000 m3 de liquide de fracturation (eau et produits chimiques) sont propulsés dans le puits pour écarter les fissures et pousser les gaz vers la surface.



Le secteur concerné par les forages recouvre 931 km2. Investissement prévu 39 933 700 €.